

pu nous empêcher de faire entre sa destinée et la nôtre un douloureux rapprochement. Comme lui, nous vivons loin de cette France oublieuse, qu'il aimait tant et qui nous est si chère; comme lui, nous avons dû accepter la protection de l'Angleterre; comme lui, nous mourrons peut-être un jour pour le drapeau qu'il vient de rougir de son sang.

Celui que nous pleurons cependant, n'est pas le Prince que la France a perdu; c'est le fils qui est enlevé si cruellement à sa mère, c'est ce jeune et vaillant cœur si plein de glorieuses promesses pour votre amour maternel, — c'est un frère qui nous était si cher par la double parenté de l'âge et du sang. C'est à la mémoire de ce cher enfant, de ce compatriote que nous offrons aujourd'hui, par vos mains, notre modeste couronne.

« Nous demandons humblement que Votre Majesté veuille bien la faire déposer sur le tombeau qui renferme les restes mortels de Napoléon Eugène-Louis; qu'elle y soit, sur le sol étranger, comme un souvenir du Canada Français, dont notre vieille ville est le boulevard; afin, surtout, qu'elle rappelle à Votre Majesté que sur ce point éloigné du globe, il y a encore des cœurs qui partagent votre grande douleur et qui, ne pouvant pas vous consoler, viennent du moins, mêler leurs larmes aux vôtres.

« Québec, Canada, juillet 1879. »

— Voici ce que nous lisons dans le *Journal des Cultivateurs*, publié à Paris, en date du 17 juillet, au sujet de la récolte en France :

« Toujours, toujours le mauvais temps! la pluie et des fraîcheurs anormales peu favorables aux récoltes en terre; aussi les plaintes s'accroissent elles chaque jour davantage et les habitants des campagnes, il faut le dire, ont bien raison de s'inquiéter. L'épis débile s'est formé avec de la pluie, la floraison s'est faite avec de la pluie, la tige est excessivement faible et ne peut résister à la verve qui commence à se produire dans quelques localités; la rouille aussi produit ses effets. Comment veut-on que la graine puisse mûrir convenablement, si un soleil bienfaisant ne vient pas donner de la force à la végétation?

« Toutes les récoltes, d'ailleurs, souffrent énormément et certainement, quoi qu'il advienne et quoi qu'en puisse dire les optimistes ou les intéressés, il y aura un gros déficit; ce qu'il y a aussi de bien fâcheux, c'est que les foins ne peuvent pas se récolter, les uns sont encore droits et perdent beaucoup; les autres qui sont coupés pourrissent sur place; les uns versent, parce que la tige n'a aucune rigidité; les betteraves sont très-petites, et, avec une humidité constante, il est impossible de les démarler et de les binner, et que deviendront elles dans cet état! Les vignes souffrent énormément et, sans aucun doute, il y aura beaucoup de coulure; les avoines en herbe ne sont peut-être pas trop mauvaises, mais comment graineront-elles avec une température détestable? Les habitants des campagnes ont donc réellement lieu d'être fort inquiets, car il pourrait bien se faire que leur position fût malheureuse pendant toute la campagne qui va s'ouvrir. »

Ce n'est, d'ailleurs, pas seulement en France que les récoltes sont en mauvais état, on se plaint aussi vivement en Angleterre, en Belgique, en Hollande, dans l'Allemagne du Nord, en Italie, en Espagne,

et il est probable que tous ces pays auront un déficit. Il paraît que la récolte de l'Algérie n'est pas aussi bonne qu'on avait voulu le dire et qu'il se produit beaucoup de déceptions au battage.

Il est malheureusement trop constaté, aujourd'hui, que les pays d'Europe qui avaient coutume d'exporter du blé, vont, cette année, en manquer probablement pour leur propre consommation, et seront obligés d'en importer. Cet état de chose a eu son contre-coup sur les marchés à blé, et il y a eu hausse subite. Un journal anglais calcule que la France, l'Angleterre, l'Espagne, l'Italie, la Hollande et la Belgique devront importer collectivement 278 millions de minots de blé pour les besoins de leur consommation. Pour y faire face, on ne peut compter que sur 225 millions de minots; il y aura donc, dans ce cas, un déficit de 57 millions de minots. Si ces calculs ne sont pas exagérés, on peut s'attendre à une hausse très-considérable dans le prix de céréales en Europe, dans un temps comparativement court. Un journal de New-York, le *Commercial Bulletin*, prédit tout naturellement que cela amènera une hausse dans le prix du pain.

— Malgré les avertissements sans cesse répétés par les journaux sur le manque d'ouvrage aux États-Unis, nous voyons cependant un grand nombre de nos compatriotes aller y tenter fortune, et la cause en est qu'ils sont trompés par de fausses représentations de la part même de quelques-uns de nos compatriotes qui pour gagner quelques piastres font le triste métier d'embaucheurs. Voici ce que nous lisons à ce sujet dans le *Nouveau Monde* :

« Nous croyons devoir attirer l'attention de la législature de Québec sur un abus criant qui existe dans nos campagnes. Des agents de chemins de fer, dans le but de prélever plus de commission sur les billets de passage qu'ils ont à vendre, ne craignent pas de pratiquer une espèce d'embauchage parmi notre population rurale. Ils font accroire à un grand nombre de familles ou de jeunes gens qu'en allant dans telle ville, tel village ou telle campagne des États-Unis, ils trouveront des avantages immenses, de l'ouvrage en abondance, des salaires élevés, etc. Inutile de dire que, dans la plupart des cas, toutes les brillantes promesses ne sont que des impostures. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire les avertissements réitérés que publient à ce sujet les journaux Canadiens des États-Unis. Le *Travailleur*, entre autres, a entrepris une patriotique croisade en vue de ralentir ce flot continu d'immigration canadienne, en faisant voir que les centres manufacturiers des États de l'Est sont encombrés par une population ouvrière trop nombreuse et dont une grande partie végète misérablement, en prévenant les imprudents et les crédules des déboires qui les y attendent, et en leur disant qu'avec le même travail et la même détermination ils pourraient tout aussi bien réussir au Canada.

« Mais tout semble inutile pour arrêter cette émigration du Canada, surtout de la province de Québec, tant qu'il sera permis aux agents dont nous venons de parler, de continuer leur système d'embauchage. La législature ne peut elle rien faire pour y mettre fin? Nous pensons qu'elle peut et qu'elle doit faire quelque chose pour arrêter ou du moins diminuer les ravages de ce mal. »